

Le retour du peuple.

Article rédigé par *Hilaire de Crémiers*, le 04 octobre 2016

[Source : Politique Magazine

L'univers tel qu'ont voulu le façonner les dirigeants mondiaux au cours des dernières décennies, est en train de changer. Non sans conséquences.

Il n'est pas douteux que le monde est traversé de nouveaux courants. Après la chute du communisme, il était de bon ton de croire que la planète était destinée à s'unifier et à s'uniformiser dans un vaste ensemble libéral où le commerce, en libre échange de plus en plus ouvert, serait l'âme d'une mondialisation heureuse, bénéfique à tous et à chacun, et où les progrès technologiques suffiraient à assurer une croissance continue. Bien sûr, les États-Unis qui avaient gagné la guerre froide, tenait un leadership naturel dans cette configuration en raison de son hégémonie, en tant que seule puissance mondiale capable d'interventions aussi bien militaires que financières sur l'ensemble du monde.

Ils préservaient ainsi leurs intérêts, mais, apparemment, c'était au départ sans se douter des graves conséquences qui pourraient en résulter pour eux. L'interventionnisme tous azimuts fut, dans la plupart des cas, malheureux et terriblement coûteux. Les peuples n'entraient pas dans les schémas préconçus des stratégies américains et des technocrates mondiaux.

Les citoyens des États-Unis, eux-mêmes, subirent peu à peu les contrecoups des crises mondiales, les destructions systématiques d'un libre-échangeisme aux effets pervers, les réactions violentes d'une guerre monétaire qui devenait primordiale, les suites dramatiques d'une incapacité à contrôler les flux migratoires, enfin les folies d'une société où l'argent est devenu roi. Attentats, désastres financiers, échecs militaires, guerres indéfinies devinrent le lot de la grande puissance qui était censée imposer au monde son modèle démocratique. Toutefois, sous Bush comme sous Obama, le premier sous forme guerrière, le second sous forme pacifique, le même but restait en ligne de mire.

La mondialisation heureuse

L'Europe suivait dans cette voie et attelait son char au char américain. Elle adhérait a priori à tous les traités internationaux qui la contraignait à s'ouvrir toujours plus aux marchés mondiaux, c'est-à-dire essentiellement aux grandes multinationales, en espérant elle-même jouer à jeu égal avec de telles mastodontes. La concurrence devenait la règle universelle. L'Europe devait, toujours selon le même schéma, s'unir davantage, offrir des marchés de plus en plus vastes. La monnaie unique entraînerait à coup sûr l'union budgétaire, bancaire, financière, économique et politique, accélérant ainsi les processus commerciaux et donc augmentant la richesse.

Telle était la pensée qui s'imposait et qui devenait par le fait même unique. Hollande, disciple de Jacques Delors, était le type même de ceux qui avaient appris cette leçon et la répétait par cœur indéfiniment. Tout était fait, bien sûr, pour le bonheur des peuples. L'Europe s'approfondirait en même temps qu'elle s'élargirait... jusqu'à la Turquie, pourquoi pas ?

Le rêve bushien

Il ne fallait pas désespérer du Proche et du Moyen-Orient. Le rêve bushien d'en faire un grand espace démocratique avait, certes, échoué ; l'important était de soutenir tous les printemps arabes, toutes les rébellions qui revendiquaient la justice et l'égalité. L'islam se pacifierait en s'adaptant au goût nouveau qui lui viendrait nécessairement, de la liberté religieuse et politique. C'en serait alors fini des querelles intestines et des volontés expansionnistes, sunnites autant que chiïtes.

L'Asie serait bien obligée d'entrer dans la danse. Après quelques ajustements, ce serait chose faite. Le Japon sortirait de sa stagnation. Barack Obama veillait à ce que les États-Unis fussent à la tête de ce nouvel ensemble économique asiatique auquel il convenait de donner une tournure démocratique. L'Afrique, quand elle sortirait de ces luttes tribales d'un autre âge, ne pouvait que comprendre l'intérêt pour son continent entier de cette conception universaliste. Ses richesses, sa démographie lui préparaient une position exceptionnelle.

Henry Kissinger fut en son temps l'apôtre de ces plans grandioses qui lui valurent le prix Nobel de la paix. Jacques Attali chez nous se fait le prophète de ce monde nouveau, d'au-delà des nations, où le nomadisme sera la condition naturelle de l'homme et le progrès son unique but.

Restent la Russie et la Chine qui, incontestablement, échappent à ces visées. C'est la grande préoccupation des penseurs et des stratèges de cette mondialisation. Tout est donc fait pour contenir la Russie, par OTAN interposée, s'il le faut, pour la déstabiliser, l'acculer, la culpabiliser aux yeux de l'opinion mondiale en espérant là aussi fomenter une révolution « orange » dans le peuple conscientisé.

De la même façon, l'idée est d'isoler la Chine tout en l'amadouant par le commerce, en attendant que les progrès démocratiques suscitent de l'intérieur les évolutions nécessaires. Tel était, tel est toujours le rêve.

Le réveil des nations

Et puis, voilà que la réalité se fait tout autre. Les peuples se mettent à aimer leurs frontières ; ils veulent retrouver leur histoire ; plus que la démocratie mondiale, ils cherchent leur identité ; ils aspirent à l'unité intérieure ; ils souhaitent un État protecteur et qui soit le garant de leurs libertés. Ils en ont assez des prétendues élites mondialisées, des systèmes de connivence des partis officiels et des hommes de pouvoir, de la verbeuse morale de ces immoralistes qui se sont hissés sur les chaires d'autorité et qui usent de leur pouvoir pour imposer leur conception et leur intérêt.

On feint de s'étonner des succès d'un Donald Trump qui, peut-être, malgré tous les pronostics, sera le prochain président des États-Unis. La bien-pensance universelle le rejette. Il n'empêche que le milliardaire à la gouaille quelque peu vulgaire répond à un appel de l'Amérique profonde. Il exprime publiquement ce que le petit peuple pense. N'est-ce pas un signe des temps ? Aux États-Unis aussi ?

Et, en Europe, il en est de même. Le Brexit fut un coup de tonnerre. Theresa May a décidé de « gérer ses frontières ». L'Angleterre veut rester une nation. En Allemagne, les coup de semonce électoraux ne cessent d'avertir Angela Merkel qui décide, du coup, d'installer des contrôles. La Bavière ne veut pas disparaître ni être submergée. L'Italie proteste après le faux accord de Bratislava ; elle ne veut pas être le pigeon de la politique allemande. Pas plus que la Grèce.

L'Europe du Nord pareillement. L'Autriche a une résistance populaire énergique qui, peut-être, balayera un gauchisme viennois irresponsable. La Hongrie brandit son identité ; tous les pays de l'est européen font de même. Pourquoi les peuples seraient-ils condamnés à disparaître pour faire plaisir aux hurluberlus de Bruxelles et de Washington, qui eux, bien payés et à l'abri des menaces, ne connaissent pas la crise ? Il n'est pas dit que l'Amérique du sud aussi ne puisse se retrouver dans des États dignes de ce nom.

L'Asie, l'Afrique même, en dépit des rouleaux compresseurs du capitalisme mondial, n'échappent pas à ce besoin identitaire. La Russie poursuit sa course et retrouve sa puissance avec le régime qui lui convient. La Chine saura s'adapter mais défendra toujours sa singularité. Le Proche et Moyen-Orient, bien que bouleversé et déchiré par l'islam, n'a d'espoir de paix que dans des équilibres historiques qui se nouent sur des États. D'où l'erreur coupable de ceux qui cherchent à les renverser et qui ne font qu'aggraver les drames.

L'œil qui parcourt la planisphère, en suivant de jour en jour l'actualité, ne peut être que surpris par les changements qui l'affectent en ce moment. Certes, ils ne sont pas exempts de dangers, mais ils signifient clairement la fin d'une certaine ère. Il convient de repenser la politique et la diplomatie. La France y sera contrainte, elle aussi, au risque de disparaître si elle ne fait pas elle-même la vraie et seule réforme qui s'impose, celle de son État qui n'est plus à la hauteur des enjeux du monde.